

## **Le secret perdu de la croissance** (Alternatives économiques, juin-juillet 2003)

Il y a trois mois l'institut de conjoncture Rexecode réunissait le ban et l'arrière ban des économistes pour se pencher sagement sur une hypothèse révolutionnaire pour la France : réaliser une croissance de 3 % au cours des prochaines années. Pour le ministre des Finances François Mer et le premier ministre Jean-Pierre Raffarin, qui intervenaient tous deux dans ce débat, la seule façon pour la France d'atteindre cet objectif ambitieux était de tourner le dos à la politique laxiste de leur prédécesseur, notamment les 35 heures, les emplois jeunes..., et de « réformer » notre économie et baisser l'impôt sur le revenu pour stimuler l'esprit d'entreprise. Bref le credo libéral habituel accompagné de la conviction qu'il n'y avait de toute façon pas grand chose à faire, face à une conjoncture mondiale déprimée.

C'est d'ailleurs la politique suivie depuis un an par le gouvernement Raffarin avec le succès que l'on connaît. Le gouvernement découvre à la rentrée un risque de récession pour cette année, alors que la France est en récession depuis... un an ! Depuis l'été 2002 en effet, la croissance est négative en moyenne en France (- 0,2 %) alors qu'elle reste légèrement positive en Europe (0,5 % dans l'Europe des 15) et nettement positive dans le reste du Monde (autour de 2 %).

Le paradoxe le plus affligeant est qu'une croissance de 3 % qui semble aujourd'hui hors d'atteinte pour les années à venir a été réalisée pendant les 5 années qui précédaient l'arrivée au pouvoir du gouvernement Raffarin, puisque ce fut la croissance moyenne de la France sous le gouvernement de Lionel Jospin.

L'opinion se souvient sans doute encore de ces années de croissance, mais avec le vague sentiment que l'économie mondiale avait dû traverser à cette époque une période faste, de la même façon qu'elle traverse aujourd'hui une période difficile. Il est parfaitement exact que le cycle économique est quasiment identique depuis de nombreuses années, à celui de nos partenaires de la zone euro, comme en témoigne le parallélisme des indicateurs conjoncturels. Mais il est parfaitement faux que cela détermine la croissance à moyen terme de notre économie. Une économie peut traverser le même cycle économique que ses partenaires avec une croissance systématiquement plus forte ou systématiquement plus faible, dans les creux comme dans les pics. Cela conduit à des résultats totalement différents à moyen terme en termes de croissance et d'emploi.

La différence, c'est la qualité de la politique économique nationale. Et le tableau ci après qui compare les performances de la France, de l'Europe et du Monde sous les gouvernements de droite (Balladur-Juppé et Raffarin) et sous le gouvernement de Lionel Jospin est terrible pour la politique économique de la droite.

	Balladur-Juppé (4 ans)	Jospin (5 ans)	Raffarin (1 an)
France :	1,5 %	3,0 %	- 0,2 %
Europe	2,1 %	2,5 %	0,5 %
Monde	3,2 %	2,7 %	2,0 %

A lire les performances de la France au cours de ces trois périodes (1,5 % de croissance dans les quatre années Balladur Juppé, 3 % sous les cinq années Jospin et - 0,2 % sous Raffarin), on a le sentiment d'une conjoncture - sous entendue internationale - médiocre sous Balladur-Juppé, brillante sous Jospin et catastrophique sous Raffarin. Ce n'est pas du tout la réalité. La croissance mondiale a été forte sous Balladur Juppé (3,2 %), moyenne sous Jospin (2,7 %) et faible, mais pas catastrophique, sous Raffarin.

Dans des contextes européens et internationaux tout à fait comparables à moyen terme, la France peut connaître des situations totalement contrastées selon la politique économique conduite : une croissance faible (1,5 %) et 200 000 chômeurs de plus en 4 ans sous Balladur-Juppé, une croissance forte (3 %) et 900 000 chômeurs de moins sous le gouvernement Jospin.

Il en est de même dans une situation conjoncturelle difficile. La « récession » ou plutôt le fort ralentissement de l'économie mondiale ne date pas de l'arrivée au pouvoir du gouvernement Raffarin. Ce ralentissement était à l'œuvre depuis l'été 2001 et il a été particulièrement marqué dans la dernière année du gouvernement Jospin.

Si le cycle économique est en effet largement impulsé par les échanges extérieurs, le rythme de croissance dépend lui fortement de la demande intérieure. Quand la consommation est forte parce qu'elle s'appuie sur d'importantes créations d'emploi comme ce fut le cas de 1997 à 2002, où 2 millions d'emplois ont été créés, la croissance et même l'investissement peuvent résister aux creux conjoncturels. Cela a encore été le cas en 2001

En juin 1997 à l'arrivée au pouvoir du gouvernement Jospin, seule l'Espagne avait un taux de chômage plus élevé que la France en Europe. En mai 2002, après une forte décade le taux de chômage en France était repassé au dessous de 4 pays (Espagne, Italie, Finlande, Grèce). Il n'aura pas fallu longtemps au gouvernement Raffarin pour perdre les acquis des années Jospin. En début d'année le taux de chômage en France est repassé au dessus du chômage italien, en mars au dessus du finlandais, et en juin au dessus du grec. A ce rythme, il ne tardera pas à rejoindre l'espagnol et nous serons les champions absolus du chômage en Europe.

**Pierre-Alain MUET**

Adjoint PS au maire de Lyon, Ancien conseiller économique de Lionel Jospin.